

Unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

Plérin, le 26 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Carrières BRANDEFERT**

7 rue des Métiers  
35730 PLEURTUIT

Code AIOT : 0005502195

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement Carrières BRANDEFERT implanté LE TERTRE ISAAC 22980 LA LANDEC. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières BRANDEFERT
- LE TERTRE ISAAC 22980 LA LANDEC
- Code AIOT : 0005502195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 23 mars 2007.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Vérification du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28 février 2022 et de certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2007.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 23/03/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du site	article 5.1.3.	
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 4.5.4.	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 4.7.5.	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Sans objet
2	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Sans objet
3	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Sans objet
4	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Sans objet
5	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection permet de lever les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28 février 2022.

L'inspection met en évidence des points de vigilance sur l'accueil de déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site et sur la méthode de réalisation des mesures de bruit et de retombées de poussières.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LA LANDEC au lieu-dit « Le Tertre Isaac », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois, <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 1.1.2. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 modifié le 5 mai 2015, à savoir la régularisation administrative de l'activité de station de transit de matériaux ;</li> </ul>

<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, en date du 17/02/2022, un courrier de déclaration des droits acquis concernant cette activité. Cette déclaration pourra être complétée avec un plan de la zone concernée par l'activité de transit de matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LA LANDEC au lieu-dit « Le Tertre Isaac », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois, <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 modifié le 5 mai 2015, à savoir la régularisation du périmètre d'exploitation de la carrière ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il est constaté la régularisation du périmètre d'exploitation avec la remise en état de la parcelle concernée et la création d'un merlon non végétalisé en limite de périmètre. Un panneau signalant la carrière pourra être mis en place sur le merlon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LA LANDEC au lieu-dit « Le Tertre Isaac », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois, <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 4.5.4. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 modifié le 5 mai 2015, à savoir la réalisation des mesures de retombées de poussières ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières pour 2023, qui conclut à la conformité des valeurs d'émissions. La réalisation de ce suivi permet de lever la mise en demeure du 28 février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LA LANDEC au lieu-dit « Le Tertre Isaac », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 4.6.2. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 modifié le 5 mai 2015, à savoir la mise en place d'un système pour bloquer les eaux en cas de pollution ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté l'absence de vanne de confinement des eaux au point de rejet. Cependant, l'exploitant précise que la vanne guillotine est commandée et doit être mise en place. Post-inspection, l'exploitant a confirmé la mise en place de la vanne guillotine en sortie de bassin décantation avant le point de rejet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur la commune de LA LANDEC au lieu-dit « Le Tertre Isaac », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'article 4.7. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 modifié le 5 mai 2015, à savoir la réalisation des mesures de la situation acoustique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de mesures acoustiques de 2022, qui conclut à la conformité des mesures.</p> <p>La réalisation de ce suivi acoustique permet de lever la mise en demeure du 28 février 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Remise en état du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 5.1.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce document étudie la possibilité technique de réaliser un remblayage partiel de l'excavation avec des matériaux inertes ainsi que l'impact sur l'environnement d'une telle réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté le stockage de déchets inertes sur l'installation sans demande préalable de l'exploitant. L'article 5.1.3. de l'arrêté d'autorisation prévoit la possibilité d'accepter des déchets inertes à la suite d'une étude technique et d'impact sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant précise que cette étude a été réalisée et doit être déposée en Préfecture.</p> <p>L'exploitant doit transmettre au Préfet une étude technique de réaliser un remblayage partiel de l'excavation avec des matériaux inertes ainsi que l'impact sur l'environnement d'une telle réalisation, accompagnée d'une étude d'incidence du plan d'eau qui résulterait de la remise en état.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 7 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 4.5.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site, notamment les habitations situées au lieu dit " La Touche et la Retaudière" est réalisée pendant les périodes d'activité, selon une procédure normalisée, dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières pour 2023, qui conclut à la conformité des valeurs d'émissions.</p> <p>Cependant, ce rapport ne présente pas de suivi pour le point de mesure prévu "La Touche" et fait référence à la réglementation applicable pour la rubrique 2760.</p> <p>L'exploitant doit réaliser des mesures de retombées de poussières sur l'année 2024 conformément aux dispositions prévues à l'article 4.5.4. de son arrêté d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 8 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 4.7.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans au niveau des habitations les plus exposées, pendant les périodes d'activité, en période diurne et nocturne.</p> <p>Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, sciage, transport, ...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de mesures acoustiques de 2022, qui conclut à la conformité des mesures.</p> <p>Cependant, il est constaté que les mesures n'ont pas été réalisées pendant une période d'activité représentative (concassage), le point de mesure 2 n'est pas localisé tel que prévu dans l'auto-surveillance et aucune mesure n'a été effectuée au niveau du point de mesure "La Touche".</p> <p>L'exploitant doit réaliser une mesure de la situation acoustique de son installation au cours de l'année 2024 pendant une période de concassage conformément aux dispositions prévues à l'article 4.7. de son arrêté d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites